LE PHARE DE RE

JOURNAL D'INTÉRÊT LOCAL, D'ANNONCES ET D'AVIS DIVERS

60e ANNÉE - N° 3124 | MERCREDI 1ER JUILLET 2009 | 1 €

Collector

Votre journal a

60 ans !

Le Phare de Ré - 15 quai Job Foran - BP 56 - 17410 Saint-Martin-de-Ré - Tél. : 05 46 09 21 09 - Fax : 05 46 09 10 93 - www.pharedere.com - redaction@pharedere.com - commercial@pharedere.com - Habilité à recevoir les annonces légales et judiciaires pour l'ensemble du dépa

Histoire *Avec plus d'exemplaires imprimés chaque semaine que d'habitants permanents sur l'île,* Le Phare de Ré *est une incontestable réussite de la presse hebdomadaire régionale. Cet engouement pour la presse écrite, les Rétais le cultivent depuis longtemps. Ainsi,* Le Phare *n'est que l'héritier d'une longue tradition journalistique qui remonte à la moitié du XIX^e siècle.*

Petite anthologie de la presse rétaise (1859-1949)

La loi du 29 juillet 1881, dite loi sur la liberté de la presse, ouvre le siècle de la communication. Les journaux qui concrétisent cette soif d'expression naissent un peu partout mais certains territoires ont déjà ressenti le besoin de s'identifier au travers d'ouvrages imprimés. C'est le cas de l'île de Ré qui se dote, dès 1859, d'un *Almanach du cultivateur de l'île de Ré* produit par la maison Lavergne, libraire-éditeur à Saint-Martin, 33 Grande Rue (puis par la Veuve Berton, rue de Sully, après 1903). De cet ancêtre vénérable, il reste quelques exemplaires aux Archives Départementales. C'est déjà beaucoup plus que pour le mystérieux *Écho de l'île de Ré* dont on ne connaît la possible existence, en 1878, qu'au travers d'une mention dans le Bulletin de la société des archives historiques. À toute histoire, il faut un mystère fondateur, le voici.

Orphelinats de la Guerre (Saint-Martin-de-Ré) — Imprimerie (Salle des Machines)

Les Rétais subissent une seconde invasion médiatique

Le 1^er janvier 1882, *Les Tablettes de l'île de Ré* donnent le coup d'envoi de la longue tradition hebdomadaire qui conduit au *Phare*. D'un format proche de celui du *Phare*, ce journal n'a pourtant encore qu'un rapport très lointain avec l'île puisqu'il est, en fait, une édition rétaise de *La Gazette des bains de mer de Royan*, éditée par l'imprimeur Victor Billaud qui la décline également sous la forme d'un *Journal de l'île d'Oléron*. La quantité d'information rétaise étant très minime dans ses pages, ce titre ne perdure pas au-delà de la première année : il disparaît le 31 décembre 1882.

Après cette première tentative de "colonialisme journalistique", les Rétais subissent une seconde invasion médiatique avec la création du *Maritais*, le 4 juillet 1885. Son promoteur se présente sous un discours humaniste : "*Ce n'est pas une œuvre d'argent que nous avons entreprise mais une œuvre de propagande politique, une œuvre d'instruction civique en même temps qu'une œuvre de salubrité publique.*" Mais ce titre n'est encore que l'émanation d'une imprimerie du continent, l'entreprise Tessier. Située cette fois-ci à Rochefort, elle emprunte la même tactique que son prédécesseur : *Le Maritais* n'est qu'une version du *Rochefortais*, au même titre que *Le Phare d'Oléron*. L'éditeur a si peu de considération pour ses lecteurs qu'il ouvre le premier numéro par le 92^e épisode d'un feuilleton manifestement déjà commencé sur *Le Rochefortais* : *Les Coquines*. Créé pour la période électorale, comme le souligne son numéro initial, *Le Maritais* ferme boutique dès le 20 septembre 1885. Il a vécu le temps d'un été : serait-ce le premier indice du phénomène saisonnier qui va désormais rythmer la vie locale ?

Le Maritais est toutefois remplacé, dès le 28 septembre 1885, par *L'île de Ré*, journal "républicain" qui apparaît comme le soutien de la gauche radicale en vue des élections du 4 octobre auxquelles se présente Camille Magué, maire de La Flotte. Un certain M. Brun, négociant à Sainte-Marie, assure une maigre correspondance locale pendant un an, puis M^me Crosse, buraliste à Saint-Martin lui succède à partir de 1886, puis M. Roblin, rue Suzanne Cothonneau (1888). Mais, quelques années à peine après les lois Ferry sur l'instruction publique, le taux d'alphabétisation de la population est encore faible. Cela se ressent dans les tirages des journaux : *L'île de Ré* avoue 50 exemplaires lors du contrôle préfectoral de 1896 et atteint les 300 en 1907. Malgré la faiblesse de son tirage,

Pierre Frustier

Journaliste de 1977 à 1992, principalement dans la presse touristique, Pierre Frustier a tenté l'aventure de la presse insulaire sur l'île d'Oléron, avec *Oléron-Hebdo* (1981-1984). Auteur d'une thèse consacrée à *Cent ans de presse insulaire : les îles du littoral Charentais*, il est maître de conférences en sciences de l'information à l'université de Nantes. Membre de l'Association française des experts scientifiques du tourisme (Afest) et administrateur du Centre national de ressources du patrimoine rural, il a consacré de nombreux articles et plusieurs ouvrages à la mise en scène du patrimoine dans la communication des territoires comme *La communication touristique des collectivités territoriales* (Territorial, 2004) et *Les identités insulaires face au tourisme* (Siloé).

l'hebdomadaire a un impact important dans l'île. Il permet en effet à ceux qui le lisent d'accéder à une information diversifiée car au même titre que d'autres publications locales il est abonné aux premières agences de presse. Il peut ainsi diffuser des articles à dimension internationale. "*Toujours désireux de servir les intérêts de nos lecteurs, nous les informons que nous venons de passer un traité avec une maison de Paris pour recevoir, chaque semaine, des renseignements détaillés et circonstanciés sur les valeurs de la Bourse et de la Banque*", lit-on dans *L'île de Ré* du 25 octobre 1903. Lors de la révolution russe de 1905, les premiers troubles sont décrits aux lecteurs charentais par un grand reporter du nom de Gaston Leroux, futur écrivain et créateur de *Rouletabille*.

Cet accès à une information diversifiée, politique ou économique, n'est pas sans influence sur la société insulaire. Elle stimule l'imagination et les initiatives en matière de développement local. L'année 1910 voit la création d'un second titre, *La Revue Rhétaise*. Il s'agit d'un mensuel de défense des intérêts économiques, agricoles, commerciaux et maritimes. Cet opuscule dirigé par Amédée Roux et Roger Michaud s'installe 13, rue de Sully à Saint-Martin. Son contenu, uniquement insulaire, offre des analyses denses de la situation et de l'avenir de l'île.

On peut y lire: "*la campagne rétaise, avec ses innombrables parcelles en triangle, trapèze ou rectangle dont quelques unes ont été comparées, par leurs dimensions, à des mouchoirs de poche, ne seront plus qu'un souvenir (...). Apparaîtront de vastes propriétés d'un seul tenant où le laboureur conduira sa charrue perfectionnée, sa faucheuse, sa moissonneuse-lieuse, dans des clos de large étendue où, à l'abri des pilleurs nocturnes, croîtront les primeurs bien cultivés, bien sélectionnés pour les marchés des grandes villes vers lesquelles les dirigeront les syndicats de production et d'exportation communaux ou cantonaux*" (mai 1910). Chaque dossier est fouillé, argumenté, on y découvre par exemple une analyse sur les débouchés du marché britannique pour les primeurs avec évaluation du coût des intermédiaires et étude comparée des moyens de transport (avril 1910). Le tourisme encore balbutiant, n'échappe pas aux prévisionnistes de *La Revue*: "*Soignons un peu le tableau puisque nous possédons un cadre admirable afin que, par l'effort commun judicieusement dirigé, il y ait dans l'Océan comme dans la Méditerranée une île de beauté, et que ce soit la nôtre!*" (octobre 1910).

En 1913, le clergé martinais se dote d'un *Bulletin Paroissial*... et pour l'imprimer d'un atelier du nom de Jeanne d'Arc (voir page 9, *Une guerre de religion médiatique*). L'arrivée de la guerre, en 1914, conduit à la fermeture de nombreuses entreprises et la presse française n'échappe pas au phénomène. Bon nombre de titres vont disparaître. Si le dernier numéro de *L'île de Ré* date du 26 juillet (mobilisation le 1er août), *La Revue Rhétaise* semble avoir disparu depuis mai 1914. Pourtant, l'île de Ré, une nouvelle fois, se singularise: alors que partout la guerre est la cause de la mort de la presse locale, ici, ce sera l'occasion de la fondation d'une aventure dont *Le Phare* est l'héritier direct au travers de l'imprimerie Jeanne d'Arc.

Le tourisme encore balbutiant, n'échappe pas aux prévisionnistes de *La Revue*

Le premier élément fondateur de cette seconde génération de la presse rétaise est *Le Soldat Rétais* qui voit le jour le 1er janvier 1915. Théodore Coll, son créateur (rue Gaspard France, à Saint-Martin), le veut "*messager fidèle*" auprès de "*1 500 de nos compatriotes qui nous ont laissés pour répondre à l'appel de la Grande Patrie. Ils sont avides d'avoir des nouvelles de chez eux. Le moindre incident les intéresse.*" Dans ces lignes transparaissent les ferments d'un sentiment insulaire fort et d'une information de proximité qui font aujourd'hui la réussite du *Phare*. Prévu "pour la durée de la guerre", ce bimensuel ne perdure pas au-delà de décembre 1916 mais il a permis à la presse rétaise de franchir un cap: celui des 1 000 exemplaires.

En plus des prisonniers, la guerre produit d'autres victimes, les orphelins. Un certain nombre d'entre eux est regroupé à Saint-Martin, autour d'une œuvre religieuse et d'une école professionnelle qui, pour les occuper, dispose d'un atelier d'imprimerie, la Jeanne d'Arc. Soutenue par l'Évêché, l'Association nationale française des familles des morts pour la Patrie et la Ligue patriotique des Français, cette organisation s'appuie en outre sur un réseau de donateurs qui est activé par un support de presse: la revue trimestrielle *Le Petit Orphelin de la Guerre* (août 1916). Cette fois-ci, l'entretien du lien associatif conduit à un tirage record: 5 500 exemplaires. Il s'agit bien sur de personnes qui soutiennent l'action sociale et qui n'habitent pas toutes sur l'île. On trouve ici les prémices d'un abonnement non-insulaire qui fait le succès actuel du *Phare*. Sur ces bases, l'édition peut se poursuivre jusqu'en novembre 1927, date du départ des derniers enfants... dont certains deviennent des employés salariés de l'imprimerie. En même temps, la Jeanne d'Arc imprime *Les Échos de Sainte-Anne* (une paroisse de Paris), *Le Vive Labeur* (paroisse Saint-Leu, Paris) *La Circulaire de la Jeunesse Chrétienne de Bordeaux* (1 000 exemplaires). Lorsque la paix revient en 1918, la presse d'information va pouvoir de nouveau s'exprimer, dans un contexte toutefois modifié par l'importance de l'imprimerie Jeanne d'Arc dans le paysage médiatique Rétais. *Le Réveil de l'île de Ré* (organe des intérêts agricoles, commerciaux et maritimes de l'île de Ré), prend position le 15 décembre 1918. Cet hebdomadaire du dimanche s'installe chez G. Castaing, libraire Quai Job Foran — rue baron de Chantal, à Saint-Martin. En janvier 1920, il se déclare "journal républicain" ce qui conduit, en juillet 1921, à voir éclore *Le Rhétais*, "*organe d'union nationale et régionale*" (conservateur) pour lui apporter la contradiction. Ce nouvel hebdomadaire, imprimé au départ à La Rochelle par Georges Festy, paraît le samedi, soit un jour avant son concurrent. Toutefois, ce n'est encore que l'édition locale de *La Gazette d'Aunis* publiée à La Rochelle. La greffe continentale ayant du mal à prendre, *Le Rhétais* annonce, le 8 mai 1927, que son nouveau propriétaire, Ernest Demilly, ancien directeur de l'Agence Havas à Paris (à laquelle a succédé l'AFP, Agence France Presse), souhaite le transformer complètement et, pour cela, s'installe sur place. Le 5 juin 1927 il change de nom pour prendre celui de *Journal de L'Île de Ré* (voir ci-contre *Aux racines du Phare...*). La rédaction est à la villa de Mille Fleurs, au Bois Plage, et elle a un bureau à l'imprimerie Jeanne d'Arc à Saint-Martin à quelques dizaines de mètres de son concurrent *Le Réveil de l'île de Ré*.

Le Réveil se présente comme "organe des groupements de Gauche" en 1936 et finit par changer son titre en *Républicain de l'Île de Ré* (organe du Front Populaire), le 9 avril 1938. Il soutient alors le jeune député socialiste René Chateau mais il n'est plus qu'une publication "continentale" imprimée et diri-

gée à La Rochelle jusqu'au 7 juin 1940. Durant toute l'entre-deux-guerres, chacun des deux titres parvient pourtant à imprimer 1 500 à 2 000 exemplaires, ce qui est somme toute remarquable par rapport à l'ensemble de la population. Au passage, on notera, en 1930, l'essai de lancement d'un magazine de l'Amicale rétaise de La Rochelle au travers du *Lien Rétais* qui dénote la volonté des insulaires, même peu éloignés de leur patrie, d'avoir un outil de communication à leur disposition. Encore un indice de ce sentiment collectif qui peut expliquer le succès du *Phare de Ré* d'aujourd'hui.

Les correspondants font vivre *Le journal de l'île de Ré*

Le Journal de l'Île de Ré dispose d'un réseau de correspondants (Alphonse Renaud, aux Portes en 1929) et remporte donc le combat qui l'oppose au *Réveil* qui disparaît et ancre l'imprimerie Jeanne d'Arc dans la mémoire médiatique locale. *Le Journal* est dirigé par Pierre Taittinger (voir page 8) qui y rédige de nombreux éditoriaux contre le Front Populaire : "*Bientôt on se rendra compte que le nationalisme social est la seule formule de salut pour notre pays*" (21 août 1937). Paul Sazerac de la Force, Président du Comité Antimarxiste charentais lui succède en 1938, accentuant la ligne politique. Commencée en 1934 avec une publication commentée du *Mein Kampf* d'Adolphe Hitler, la dérive du *Journal de l'île de Ré* se poursuit pendant l'Occupation. Seul journal ayant continué à paraître sur l'île (voir encadré ci-contre), il achève sa carrière le 10 juin 1944 sur une affirmation qu'il ne contredira jamais : "*En gros, la tentative anglo-américaine de s'emparer de la Normandie a échoué.*" Il se voit bien évidemment interdit à la Libération mais l'outil de travail, à savoir l'imprimerie Jeanne d'Arc est en parfait état.

Le clergé local, toujours propriétaire de l'imprimerie, lance rapidement, sous l'impulsion de E. Goguet, curé de La Flotte, un journal inter-paroissial, *La Gerbe Rhétaise* (8 décembre 1947). En février 1949, *La Gerbe* annonce la fin d'une époque : "*Dotée d'un outillage vétuste, accablée sous le poids des charges fiscales, désertée par de nombreux clients, menacée par la concurrence toute prochaine d'un outillage moderne au rendement rapide et moins onéreux, l'imprimerie Jeanne d'Arc, malgré le dévouement et le labeur du personnel, n'était plus en mesure de tenir le coup (…). Votre curé a préféré sauver l'essentiel par la cession du fonds de commerce et la location des locaux avec l'assurance, juridiquement enregistrée, que l'esprit du passé y sera maintenu…*"

La Gerbe paraît encore jusqu'à la fin 1949 mais, le 2 juillet 1949, l'édition du premier numéro du *Phare* ouvre la voie à la troisième génération de la presse insulaire, celle qui conduit au *Phare de Ré* version XXI[e] siècle.

Depuis sa parution en 1949 l'hebdomadaire ne sera jamais réellement concurrencé. Face à l'indétrônable *Phare*, on assistera à quelques tentatives malheureuses. Eric Sauvage crée, en 1988, depuis l'impasse des Oyats, au Bois, un *Canard Rétais* qui ne dépasse pas la fin de la décennie, puis en 2004 Nicolas Gilette tente sans succès de lancer un *Réveil Rétais* qui ne durera que dix mois. Seule la revue trimestrielle *Les Cahiers de la Mémoire* lancée en 1980 par le Groupement d'études rétaises trouvera un lectorat régulier.

Si l'histoire de la presse rétaise est prolifique, elle nous laisse aussi découvrir deux constantes. Premièrement la place que tient l'imprimerie Jeanne d'Arc et ensuite, la difficulté économique que représente la gestion d'un journal : "*Six francs, c'est l'abonnement minimum qui ne me permet d'avoir qu'une seule page de chronique paroissiale. Si j'en écris deux ou trois, il y a déséquilibre, chaque page supplémentaire me revenant à quinze francs*", expliquait le curé de Saint-Clément en janvier 1932. ■

Pierre Frustier

Origines

Aux racines du Phare : *Le Journal de l'Île de Ré*

"*Je suis arrivé fin 1924 à l'île de Ré, pour raison de santé, explique Ernest Demilly (…). M. le Curé doyen de l'époque, l'Abbé Coulon, me demanda de bien vouloir lui rendre le service de m'occuper de son journal* Le Rhétais. *Nous vous demandons simplement d'éviter le déficit permanent, me disait-il. Après étude de l'affaire, j'acceptais à la condition qu'il fut imprimé à Saint-Martin-de-Ré, à l'imprimerie Jeanne d'Arc, œuvre paroissiale, donc appartenant à M. le Curé doyen.*" Cet aveu tisse clairement le lien entre le clergé rétais et *Le Journal de l'île de Ré*. Il faut y ajouter un troisième partenaire, Pierre Taittinger. Outre les nombreux articles qu'il signe dans cet hebdomadaire, ses attaches avec Ré sont bien connues : en 1927, Taittinger, avec l'abbé Coulon, Yves Bouthillier et Demilly, participe à la fondation du Préventorium Louise de Bettignies (aujourd'hui La Grainetière, à La Flotte). Dès lors, il se rendra plusieurs fois par an sur l'île.

Pendant l'Occupation, devenu président du conseil municipal de Paris, Taittinger entraîne nombre de ses proches à sa suite : *Le Journal de l'Île de Ré* devient ainsi l'un des rares journaux du département à poursuivre sa publication sous le contrôle de l'ennemi ce qui lui vaut d'être interdit à la Libération. Le délégué départemental à l'information conclut ainsi son enquête : "*Ce journal a paru régulièrement depuis le début de la guerre, sous la direction politique de M. Pierre Taittinger qui envoyait régulièrement ses articles. Il publiait également les articles de son secrétaire, M. François Hulot, les communiqués d'Inter-France et ceux émanant des services de la propagande allemande (…). M. Demilly aurait tenté de minimiser la portée des directives allemandes et aurait été, de ce fait, l'objet de plusieurs rappels à l'ordre. Le journal a cessé d'ailleurs de paraître une première fois en novembre 1942 et est reparu, par ordre, le 17 avril 1943.*" Il poursuivra ainsi jusqu'au 8 juin 1944 mais Ernest Demilly, devenu secrétaire de la mairie de Saint-Martin pendant l'Occupation, sera acquitté par la chambre civique de la Vienne. ■

P.F.

Portrait

Pierre Taittinger, Citizen Kane charentais

Né en 1887 à Paris, Pierre Taittinger est élevé dans le culte de la revanche par une famille chassée de Lorraine en 1870. Très jeune, il fréquente les groupuscules Bonapartistes et nationalistes, ce qui lui vaut d'être parachuté en Charente-Maritime à l'occasion des élections législatives de 1913. Il fait une campagne de terrain très active qui lui permet d'arriver second sur la circonscription de Saintes. En même temps, il découvre les charmes de la communication… et ceux de la fille d'un négociant en Cognac, Jules Guillet.

Il reviendra à la fin de la guerre tout auréolé de nombreuses médailles. Il épousera sa fiancée, fille d'un riche négociant de la région. Héros des combats et fils adoptif de la Saintonge, il s'impose cette fois-ci lors du scrutin de 1919 et intègre la Chambre "bleu horizon", un hémicycle baptisé ainsi en raison du nombre de soldats qui vont accéder à la carrière parlementaire. Il "hérite" aussi de la mairie de son beau-père : Saint-Georges-des-Côteaux. Ayant tiré les enseignements de son premier échec, il mise cette fois-ci sur l'appui de la presse. Il achète une imprimerie à Saintes et, selon la formule des groupes de presse, inonde le département de titres qu'il possède ou auxquels il fournit de la copie, car il écrit énormément : *Le Journal de Saintes, Le Progrès de la Charente-Inférieure, Le Saintongeais, Le Journal de Jonzac, Le Journal de Royan, Le Clairon de Saintonge, Le Réveil des Charentes, La Journal de Saint-Jean-d'Angély* (plus tard *L'Union Nationale*), *Le Réveil de la Saintonge, Le Réveil de l'île d'Oléron, Le Journal de l'île de Ré*… En 1933, il finit par racheter l'Imprimerie rochelaise et s'empare de son titre phare, *L'Echo Rochelais*.

Au-delà du département, il opère également de nombreux achats dans le domaine de la presse car il est tenté par un destin politique national. Il crée alors une ligue à la manière de l'Action française et des Croix de feu, les Jeunesses patriotes, puis un Parti républicain national et social. On le retrouve ainsi à Angoulême avec *Le Matin Charentais*, son premier quotidien, en Vendée (*La Dépêche Vendéenne*) puis à Paris dont il devient député dès 1924. Là, il dirige, entre autres, *La Liberté*, puis *Le National et L'Ami du Peuple*. Une grande partie de cet empire de presse poursuit sa carrière sous l'Occupation et sera, pour cela, confisqué à la Libération. Pierre Taittinger, président du conseil municipal de Paris de 1943 à 1944 sera arrêté par les libérateurs de la capitale et écopera de quelques années d'indignité nationale. Sa carrière politique nationale est finie mais le petit village de Saint-Georges-des-Côteaux lui reste fidèle : sans qu'il soit candidat, il est réélu en 1953 et reste à la tête de la commune, où il ne réside même pas, jusqu'à son décès en 1964.

Mais sa carrière politique d'avant-guerre a permis à Taittinger de se constituer un solide réseau d'amis fidèles qui lui ont ouvert les portes de nombreux conseils d'administration. Là il découvre le monde des affaires et y commence une seconde vie, très réussie. Cela commence en 1931 avec l'acquisition d'une petite propriété champenoise, la Marquetterie, mais ce n'est qu'en 1943 que le nom du propriétaire apparaît sur l'étiquette. Dès lors, le luxe sera son domaine avec l'acquisition d'hôtels de prestige à Paris (Crillon, Louvre), les cristalleries de Baccarat (rachetées à la famille de Pierre Laval après l'exécution de celui-ci), et bien d'autres… Un empire en partie revendu par ses héritiers en 2006. ■

Source : *Pierre Taittinger, patron de presse de l'entre-deux-guerres*, par Pierre Frustier (Geste éditions, 2001)

Si vous désirez de beaux imprimés
Du travail vraiment soigné
adressez-vous à
L'IMPRIMERIE JEANNE D'ARC
C.C.P. 1301-62 Bordeaux
Quai Job Foran — SAINT-MARTIN-DE-RE
TÉLÉPHONE
Têtes de lettres — Factures — Enveloppes — Faire-part Naissance, Mariage, Décès — Menus — Cartes de Visite — Affich
TOUS LES ARTICLES D'ÉCOLIERS — TOUS LES LIVRES
Livraison rapide
Prix modérés

Une guerre de religion médiatisée

À côté de la presse laïque le bulletin paroissial tient une place importante dans les collectivités rurales où il pallie souvent le manque de presse de proximité. La presse paroissiale rétaise est elle aussi nombreuse et son lien avec *Le Phare* est extrêmement étroit. Il se fait par l'intermédiaire de l'imprimerie Jeanne d'Arc. Bien avant la loi de séparation de l'église et de l'État (1905), les médias deviennent le lieu d'une véritable guerre de religion.

À partir du 28 mars 1886, *L'Île de Ré* diffuse une rubrique régulière intitulée "La Chronique noire." Sous cette référence à la couleur de la soutane, on trouve une série de faits divers délictueux ou scabreux mettant en cause des membres du clergé. Il s'agit d'articles venant de toute la France et destinés à ternir l'image des prêtres auprès de la population car, dès le 13 juin 1886, ce journal publie le texte du projet de loi qui sera votée 10 ans plus tard ! L'abbé Goût, curé d'Ars, y sera accusé d'un attentat à la pudeur sur un enfant qui le conduit à s'enfuir en Espagne (23 mai 1886) et les Sœurs de l'Asile d'un mauvais traitement à enfant (25 juillet 1886). Le débat est lancé car "*il n'est personne qui ne sache que le cléricalisme a toujours été synonyme de négation absolue de la liberté sous toutes ses formes*" (10 avril 1892).

Les périodiques issus de l'imprimerie Jeanne d'Arc épousent sans surprise les positions de l'église.

Il faut un moyen de répliquer : ce sera *Le Bulletin Paroissial de Saint-Martin-de-Ré*, au début de 1913. Les cinq premiers numéros étant inconnus aux Archives, il est malheureusement impossible de connaître les motifs de cette création. Ce mensuel déclare un tirage de 2 289 exemplaires en juin, ce qui est déjà remarquable eut égard à la population concernée : "*le zèle exagéré des adversaires de nos œuvres a comme résultat premier d'augmenter le nombre de nos amis*", expliquent les rédacteurs (juillet 1913). "*S'adonnant à leurs fantaisies anticléricales, les tyranneaux de village se laissent aller aux pires injustices, interdisent les processions alors qu'ils autorisent les manifestations anti-religieuses ou autres, dressent des procès-verbaux aux sociétés musicales et sportives confessionnelles alors qu'ils président les concours des sociétés opposées*" (septembre 1913). Après guerre, le conflit est loin d'être éteint. "*Électeurs catholiques*, rappelle le curé de Saint Martin (mars 1924), *votez en bons Français mais en bons chrétiens également, soucieux de proclamer par le vote l'intérêt général de la patrie et de la religion (…). Faut-il vous rappeler qu'un bon Français ne vote pas pour les ennemis de l'ordre social partisans de la Révolution et négateurs de la patrie et qu'un bon Français ne vote pas pour les francs-maçons.*"

Le tourisme, qui s'intensifie avec les colonies de vacances, se retrouve au centre de ce conflit car il apporte des changements de comportements. "*Je ne pense pas que vous surtout, qui fréquentez l'église et pratiquez la morale chrétienne, vous ayez l'intention de vous laisser aller à cette sorte de déshabillage immoral au premier chef qui consiste à se produire un peu partout, et même à l'église, avec les bras nus, un décolletage et des jupes aux genoux*", commence par s'inquiéter le curé de Saint-Martin (mai 1926). À La Couarde (août 1928), on lit même un appel à refuser la communion à certaines vacancières à la tenue négligée. Mais il y a aussi les petits parisiens qui découvrent les colonies de vacances. À gauche, "*on connaît l'œuvre de propagande confessionnelle, antirépublicaine, accomplie par ces patronages qui enrégimentent la jeunesse de France sous le prétexte de développer ses muscles, en réalité pour pénétrer ses cerveaux*" (*Le Réveil*, 31 juillet 1921). Mais à droite, on déplore que : "*Là-bas, au bord de la mer, on transforme leurs petites âmes, suivant le catéchisme de Moscou. Pauvres gosses. Avec la brise saline, ils respirent le souffle de la révolte. Ils reviendront gangrenés par le communisme, hurlant, de toutes leurs forces revenues*, l'Internationale" (*Le Journal*, 1928).

À partir de 1922, *Le Bulletin Paroissial de Saint-Martin-de-Ré* ne contient plus que 4 pages d'informations locales sur un total qui atteint parfois 40. Il s'intitule fugitivement *Bulletin Paroissial de l'île de Ré* en 1926, preuve d'une certaine tension entre les paroisses qui s'achève par l'apparition d'un *Angélus de La Flotte* en 1927 puis d'un *Semeur d'Ars-en-Ré* (1928), *Le Messager de La Couarde et du Bois-en-Ré* et *La Voix Paroissiale Saint-Clément-des-Baleines Les Portes-en-Ré* (1931). La publication du *Bulletin Paroissial de Saint-Martin-de-Ré* se poursuivra jusqu'en mai-juin 1934 (selon les sources disponibles aux Archives) mais ses concurrents ne survivent pas au-delà de 1932. Ces dernières publications émanent en fait d'un groupe de presse proche de l'église catholique, la Spes, qui fournit à chaque paroisse un certain nombre de pages imprimées a propos de thèmes religieux généraux. À charge à chacune de personnaliser la production par un petit feuillet d'informations locales et une couverture. C'est ainsi que chaque paroisse peut donner un titre différent à sa publication mais on reconnaît, ici encore, le principe des groupes de presse… et ce qui n'a pas réussi à la presse publique ne réussit pas mieux à la presse religieuse : les publications paroissiales ne connaissent pas un véritable succès.

La présence de l'imprimerie, la création du *Soldat Rétais* puis du *Petit orphelin de la guerre* (voir page 5, Petite anthologie de la presse rétaise) et l'impression du *Journal de l'île de Ré* tissent un lien étroit entre le clergé et l'histoire du *Phare de Ré*. À la sortie du second conflit mondial, c'est encore au clergé que l'on doit la relance des ateliers ainsi que la création de *La Gerbe*, bulletin inter-paroissial qui disparaît en novembre 1950. **P.F.**